

SIT-IN DES RÉSIDENTS DEMAIN

La révision du service civil, préalable «non négociable»

Après deux reports, le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) a été, une nouvelle fois, invité à siéger au niveau de la commission «service civil». Les représentants des résidents avertissent : ils quitteront la commission si cette dernière devait servir d'alibi. Dès demain, ils tiendront un autre sit-in devant le ministère de la Santé.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Les résidents, en grève depuis plus de deux mois, ne comptent pas lâcher prise au sujet de la révision du service civil. Ils l'ont réitéré hier à l'occasion de la tenue de la commission «service civil». Pour l'occasion, les résidents avaient fourni une liste de professeurs experts favorables à l'abrogation du service civil.

Le Camra est formel : la revendication de réaménagement du service civil n'est pas négociable. Le D^r Yellès, porte-parole du Camra, expliquait hier que le collectif avait décidé de siéger dans la commission pour, dit-il, «prouver la

bonne foi des résidents» mais il n'est pas exclu à tout moment d'en claquer la porte s'il s'avère que ladite commission n'a pas pour objectif clair de réformer le service civil et de remplacer son caractère obligatoire par des mesures incitatives.

Une alternative que propose le collectif depuis le début du mouvement de grève mais qui, pour l'heure, ne trouve pas d'écho favorable auprès de la tutelle qui justifie le maintien du service civil par la nécessité de couvrir les zones enclavées. Mais ce n'est pas la seule revendication en suspens. Les résidents ne comptent pas



Photo : Samir Sid

non plus laisser passer sous silence la non-prise en charge dans le cadre du statut du résident de la dimension syndicale.

En effet, en découvrant le brouillon du statut particulier, les résidents se sont aperçus que ses rédacteurs n'avaient pas pris en

compte le droit syndical. Une «découverte» qui n'a pas tardé à faire réagir les résidents. Le D^r Yellès explique, en effet, que les résidents comptent se doter d'une instance qui puisse les représenter.

Forts de la mobilisation des résidents, ces derniers entendent capitaliser la dynamique et ne voudraient surtout pas en être empêchés par des dispositions statutaires.

Depuis plus de deux mois, les résidents sont en grève pour faire aboutir une plateforme de revendications incluant, outre l'abrogation du service civil, des revendications liées au statut et au cursus pédagogique.

En dépit des quelques rencontres avec des représentants de la tutelle, le dossier n'avance toujours pas. Cela n'a en rien altéré la détermination des résidents.

N. I.

RASSEMBLEMENT DES SYNDICALISTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE À LA MAISON DU PEUPLE

«Nous voulons de véritables représentants des travailleurs»

Les représentants des travailleurs du secteur de la Sécurité sociale brandissent la menace d'une grève générale, «si la Centrale syndicale persiste à maintenir en l'état la commission en charge de débattre de la situation socio-professionnelle des travailleurs et de la préparation du prochain congrès de la fédération». Le ton a été donné hier lors d'un rassemblement de protestation organisé à la maison du peuple Abdelhak-Benhamouda.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ils étaient près de deux cents syndicalistes représentant l'ensemble des travailleurs du secteur de la Sécurité sociale, soit 8 000 fonctionnaires répartis sur huit caisses, à observer un sit-in de protestation au niveau de la Centrale syndicale.

Se présentant comme «les coordinateurs et secrétaires généraux des wilayas coiffant les travailleurs du secteur de la Sécurité sociale», les protestataires ont interpellé le premier responsable de la Centrale syndicale en sa qualité du «garant du règlement intérieur et statut de l'UGTA» «pour mettre fin à la situation qui prévaut dans le secteur».

Il s'agit, pour eux, «de mettre de l'ordre au sein de la commission nationale provisoire en charge

de la préparation du congrès et des négociations avec les différentes directions générales».

A ce titre, les représentants des travailleurs considèrent que ladite

commission «a dévié de ses missions et ne peut, de par sa représentativité actuelle défendre les intérêts de ses travailleurs».

Cette situation, ajoute la même source, a abouti à «une impasse» au sujet des négociations avec les directeurs généraux concernant les questions socioprofessionnelles.

Face à cette situation qualifiée de «catastrophique», les coordinateurs et secrétaires généraux des wilayas ont exigé «le départ de

cette commission et la désignation de vrais représentants des travailleurs en mesure de prendre en charge valablement les revendications des travailleurs du secteur de la Sécurité sociale». A ce propos, les initiateurs de cette démarche ont fixé un délai de huit jours pour «l'assainissement» de cette situation, «passé ce délai et en l'absence d'une réponse de la Centrale syndicale, le recours par les travailleurs à une grève générale illimitée est désormais envisagé».

Pour rappel, le secteur de la Sécurité sociale est l'un des rares segments relevant du département du travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale à ne pas disposer d'une structure syndicale dûment mandatée par les travailleurs du secteur pour défendre leurs revendications socioprofessionnelles. Le congrès qui devait avoir lieu en 2009 est jusque-là reporté à une date ultérieure au grand «désespoir des travailleurs du secteur».

A. B.

ILS ONT ORGANISÉ HIER UN SIT-IN DE PROTESTATION

Les syndicalistes du Snapap interpellent Tou

Comme annoncé dans notre précédente édition, les syndicalistes représentant les travailleurs des corps communs du secteur des transports affilié au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) ont observé, hier, durant quelques minutes un sit-in de protestation devant le siège du département des transports.

Certes peu nombreux, les représentants des travailleurs

dudit secteur ont tenu en la circonstance à transmettre «à qui de droit nos doléances». Pour rappel, dans une lettre adressée au ministre des Transports et dont nous détenons une copie, les initiateurs de cette action ont eu recours à cette démonstration de force pour faire valoir «nos droits».

A l'origine de cette montée au créneau des représentants des travailleurs «le refus de l'administration centrale d'ouvrir le dialogue

avec les représentants des travailleurs» et «la non-prise en considération des propositions faites par les syndicalistes dûment mandatés par la base».

Les syndicalistes des corps communs du secteur des transports affilié au Snapap reproche au ministère des Transports d'avoir accusé un «immense retard» dans la promulgation du statut particulier de cette catégorie de fonctionnaires.

Selon des sources proches du conseil national des travailleurs, relevant des corps communs du secteur des transports, «si aucune suite favorable n'est donnée aux doléances des travailleurs, d'autres actions de protestation seront engagées dans les prochains jours». On indique, par ailleurs, que lors du sit-in d'hier, une plateforme de revendications devait être transmise au ministre de tutelle.

A. B.

RIXE À LA FAC DES LANGUES ÉTRANGÈRES DE TIZI OUZOU

Un mort et un blessé grave

La Faculté des langues étrangères de l'Université de Tizi Ouzou, située au centre-ville, a été le théâtre, hier en milieu de matinée, d'une rixe ayant fini de manière tragique. Une bagarre entre deux employés du campus a, en effet, coûté la vie à un de leurs collègues, âgé d'une quarantaine d'années et père de trois enfants. En voulant s'interposer, il reçut un coup de couteau fatal en pleine jugulaire. Un des deux belligérants a été, quant à lui, acheminé vers le CHU dans un état jugé très grave alors que l'auteur des coups de couteau a été arrêté sur le champ. Les raisons de ce drame demeuraient floues jusqu'à hier en milieu d'après-midi.

A. M.

ALGER

25 milliards de dinars pour l'assainissement dans la capitale

Le problème de l'alimentation en eau potable étant résolu, la Wilaya d'Alger compte se pencher sérieusement sur le problème des canalisations et d'assainissement.

«Outre l'amélioration de la gestion de l'eau potable, la réduction des pertes en eau, cette année, sera consacrée au problème des canalisations dans les différents lotissements de la wilaya d'Alger», a indiqué Smaïl Amirouche, directeur de Wilaya des ressources hydrauliques et de l'économie de l'eau, hier à Alger. Ainsi, les réseaux d'alimentation en eau potable et ceux d'assainissement seront refaits conformément aux normes et les fosses sceptiques seront éradiquées. Pour ce faire, «300 millions de dinars seront

consacrés pour la reconstruction des réseaux d'alimentation en eau potable et ceux de l'assainissement des eaux usées dans plusieurs lotissements», précise-t-il. Quant à l'eau utilisée, il affirme que 60% de cette eau déverse dans les stations d'épuration de Baraki, Réghaïa ou Béni Messous. «D'ici 2014, 90% de l'eau utilisée seront récupérés au niveau des stations d'épuration». Il précise également que la Wilaya consacre chaque année 100 millions de dinars pour l'étude d'aménagement des oueds et leur curage «afin de réduire le risque des inondations», dit-il. Selon lui, l'investissement de la Wilaya d'Alger en matière d'assainissement atteindra, d'ici 2014, 25 milliards de dinars.

Rym Nasri